



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de Haute-
Normandie

Service Risques

Rouen, le 11 MARS 2013

LE PRÉFET

DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE,

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

SOCIETE GREEN PACK

BOSC-LE-HARD

**Mise en demeure
au titre de l'article L. 514-1 du
Code de l'environnement**

- ARRETE -

VU :

Le décret du 17 janvier 2013 du président de la République nommant M. Pierre-Henry MACCIONI préfet de la région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, Commandeur de la Légion d'Honneur,

L'arrêté n° 13-137 du 23 janvier 2013 portant délégation de signature à M. Thierry HEGAY, secrétaire général de la préfecture,

Le Code de l'Environnement et notamment le titre Ier du Livre V du Code de l'environnement et notamment son article R. 512-33 ;

Les différents arrêtés et récépissés autorisant et réglementant les activités exercées par la société GREEN PACK – 674, rue Jeanne La Lorraine à BOSC-LE-HARD (76 850), notamment le récépissé de prise de possession du 27 juin 2008 ;

Le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 20 avril 2012,

La lettre à l'exploitant du 14 juin 2012 l'avisant notamment des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt pour le non respect du chapitre I, titre IV du livre V du Code de l'environnement,

Les observations de l'exploitant formulées par écrit le 28 juin 2012 ;

Le rapport de l'inspection des installations classées du 26 juillet 2012 relatif à la demande de report des délais de réalisation des travaux de remise en conformité par l'exploitant,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n°78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la DREAL.

Le plan de gestion des solvants et le schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils de l'année d'activité 2011,

Le rapport de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet de SEINE-Maritime en date du 08 février 2013,

CONSIDERANT :

Que, l'article L. 514.1 de code de l'environnement dispose que « lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met ce dernier en demeure de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé »,

Que la société GREEN PACK exploite une usine de traitement et de rénovation d'emballages métalliques et plastiques réglementée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,

Que des déchets d'emballage métallique sont entreposés en dehors des limites autorisées par les différents arrêtés et récépissés autorisant et réglementant les activités exercées par la société GREEN PACK ;

Que cette modification notable au sens de l'article R.512-33-II-1er alinéa du Code de l'environnement susceptible de nuire à l'environnement, n'a pas été préalablement portée à la connaissance du préfet en application du même article ;

Que lors d'une visite de contrôle en date du 20 avril 2012, l'inspection des installations classées a constaté des écarts au regard des conditions d'exploitation prévues par l'arrêté ministériel du 10 mars 1997, l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2003, l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2008 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009 et portant sur les points ci-après :

- absence d'étiquetage sur la plupart des réservoirs et des emballages (**Annexe I – article 3.3 de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997**),
- absence de transmission des résultats de surveillance des piézomètres et du puits de forage à l'inspection des installations classées (**article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2003**),
- la non-réalisation d'un audit de l'ensemble des réseaux (**article 1 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009**),
- la non-réhabilitation du bassin collecteur (**article 1 alinéa 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009**),
- la non-réalisation de la vidange, du curage et de l'étanchéification de la lagune ainsi que la non-réalisation de la vidange et du curage du canal de rejet (**article 1 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009**),
- la non-étanchéification des voiries (**article 1 alinéa 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009**),
- la non-suppression des stockages à l'air libre d'effluents solvantés concentrés (**article 1 alinéa 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009**),
- la non-transmission annuelle du plan de gestion des solvants (**article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009**).

Que la réunion du 15 novembre 2012 entre l'exploitant, la sous-préfecture de DIEPPE et l'inspection des installations classées ont permis d'écarter certains écarts réglementaires susmentionnés ;

Que l'étude du plan de gestion des solvants et du schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils démontre que la société doit réduire de 17,44 t ses émissions de composés organiques volatils,

Que pour atteindre en partie l'objectif supra de réduction des émissions de composés organiques volatils, le bassin collecteur doit être supprimé,

Que l'exploitant de ladite société doit corriger les écarts restants au regard des conditions d'exploitation prévues par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009 et portant sur les points ci-après :

- la non-réalisation d'un audit de l'ensemble des réseaux (**article 1 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009**),
- la non-réhabilitation du bassin collecteur (**article 1 alinéa 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009**),
- la non-réalisation de la vidange et du curage de la lagune (**article 1 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009**),
- la non-suppression des stockages à l'air libre d'effluents solvantés concentrés (**article 1 alinéa 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009**),

Que ces manquements constituent une infraction à la législation sur les installations classées,

Qu'il convient que la société GREEN PACK satisfasse à ses obligations,

Qu'il y a lieu de faire application à l'encontre de la société GREEN PACK les dispositions de l'article L-514.1 du code de l'environnement,

ARRETE

Article 1 :

La société GREEN PACK dont le siège social est 674, rue Jeanne La Lorraine – 76 850 BOSC-LE-HARD est mise en demeure de respecter, dans les délais impartis, les prescriptions ci-après de l'arrêté préfectoral du 14 août 2009, réglementant l'usine de traitement et de rénovation d'emballages métalliques et plastiques sis à l'adresse précitée et de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1220 : « emploi et stockage d'oxygène », à compter de la notification du présent arrêté :

Référence réglementaire	Action à réaliser	Délai de réalisation
Article 1 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009	Réalisation d'un audit de l'ensemble des réseaux d'eaux	6 mois
Article 1 alinéa 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009	Réhabilitation du bassin collecteur	6 mois
	Réalisation de la vidange de la lagune	4 mois

Référence réglementaire	Action à réaliser	Délai de réalisation
Article 1 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009	Réalisation du curage de la lagune	8 mois
Article 1 alinéa 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009	Réalisation de prélèvements de terre au droit de la lagune curée et communication des résultats d'analyse à l'inspection des installations classées	12 mois
Article 1 alinéa 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 décembre 2009	Suppression des stockages à l'air libre d'effluents solvantés concentrés	6 mois

Article 2 :

En cas de contravention dûment constatée aux dispositions qui précèdent, l'exploitant pourra faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Article 3 :

Conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de ROUEN. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et d'un an pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

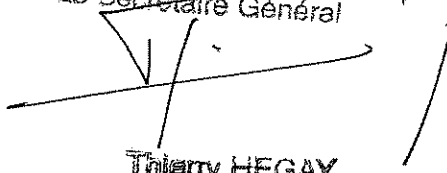
Article 4 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime, le maire de BOSC-LE-HARD, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, de l'emploi et du travail, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous les agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de BOSC-LE-HARD.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Thierry HEGAY